

AVENIR DU FRET SNCF : LA DIRECTION ABAT SES CARTES

La Direction du Fret envisage la suppression de milliers d'emplois.

Le Directeur Délégué du Fret n'a pas exclu le mercredi 5 septembre, la suppression de plusieurs milliers d'emplois après une restructuration du trafic Fret dans 262 gares d'ici le 30 novembre 2007.

Les déclarations d'Olivier MAREMBAUD sont sans appel : « je ne chiffre pas aujourd'hui les suppressions d'emplois tout dépendra de la capacité de rebond de la boîte ».

Et de rajouter « ce sera très significatif ; ce ne sera pas quelques centaines d'emplois. Est-ce que c'est 1 000, 4 000, 5 000, je ne sais pas ! »

D'autre part, il a chiffré le total des effectifs actuels affectés au Fret à environ 20 000 cheminots.

En conséquence, plusieurs centaines de gares (beaucoup plus que les 262 annoncées) n'assureront plus, à partir du 30 novembre 2007, le chargement et le déchargement des wagons isolés, mais seulement des trains entiers au contenu homogène.

UN ENVIRONNEMENT DURABLE BIEN POLLUÉ...

Malgré le « Grenelle de l'Environnement », malgré les promesses des politiques, ce seront des dizaines de milliers et de camions supplémentaires sur les routes. De nombreux élus commencent à s'alarmer des conséquences désastreuses sur leurs bassins d'emplois respectifs. Les petites entreprises seront les plus touchées.

Pour la Direction SNCF, la désertification de plusieurs sites ferroviaires n'est plus un tabou. Ce seront plusieurs départements voire régions qui seront rayés du réseau ferroviaire fret.

TOUS LES CHEMINOTS SONT CONCERNÉS !

La purge annoncée ne concernera pas que les agents du Fret. Sont aussi très concernés le matériel, l'équipement, la traction, les personnels administratifs. Ces milliers d'emplois supprimés, rajoutés aux 3 000 déjà réalisés fragiliseront encore plus l'appareil de production du Fret mais aussi notre Caisse de Retraite et de Prévoyance et le régime spécial menacé par les récentes déclarations gouvernementales et présidentielles.

LA RIPOSTE S'IMPOSE

Devant ces annonces, ajoutées au dossier Retraites, Salaires, remise en cause du droit de grève, les fédérations cheminotes se sont rencontrées le 5 septembre pour interpeller la Direction et le Gouvernement sur l'ampleur de la situation. Elles se reverront en interfédérale le 19 septembre pour examiner les propositions et envisager la perspective d'une action nationale forte.

06/09/07